

Géopolitique des lieux de mémoire des empires au Maghreb ¹

Pierre Vermeren

Ce projet de recherche s'inscrit dans le champ croisé des histoires sociale, politique, culturelle, coloniale et géopolitique du Maghreb. L'approche disciplinaire croisée, d'usage courant en historiographie européenne contemporaine, demeure assez rare dans le champ des études d'histoire du Maghreb. Ce projet vise à explorer, sur le temps long, et dans la vaste région du Maghreb oriental, certains lieux de la mémoire historique des empires, et leurs usages contemporains, fortement réactivés depuis les années 2000. Il s'agit, à la fois, de lieux de mémoire anciens et contemporains. Le colonisateur français a porté son attention sur les ruines romaines et carthaginoises pour mettre en scène, justifier et comparer son intrusion politique avec celle de Rome dans l'Antiquité. Après l'indépendance, le bourguibisme a nationalisé ce patrimoine exceptionnel, non sans se tourner vers le patrimoine islamique. La Tunisie, dotée de 30 000 sites historiques classés aux monuments historiques, a construit des institutions de recherches patrimoniales performantes, notamment l'Institut national du patrimoine. Mais elle manque structurellement de moyens

financiers pour leur mise en valeur, leur sauvegarde, leur entretien et la mise en œuvre de travaux et de fouilles.

This research project is part of the crossed field of social, political, cultural, colonial and geopolitical History of the Maghreb. The cross-disciplinary approach, widely used in contemporary Europea historiography, remains quite rare in the field of Maghreb History studies. This project aims to explore, over the long term, and in the vast region of the eastern Maghreb, certain places of the historical memory of empires and their contemporary uses strongly reactivated since the 2000s. It is both a question of ancient and contemporary places of memory. The French colonizer turned his attention to the Roman and Carthaginian ruins to stage, justify and compare his political intrusion with the one of Rome during the Antiquity period of time. After the Independence, the Bourguibism has nationalized this exceptional heritage, not without turning to Islamic heritage. Endowed with 30,000 historic sites classified as historical monuments, Tunisia has built efficient heritage research institutions (such as the National Heritage Institute) but it structurally lacks financial means for their development, safeguard, maintenance and implementation of works and excavations.

يندرج هذا المشروع البحثي ضمن المجال المتقاطع للتاريخ الاجتماعي والسياسي والثقافي والاستعماري والجيوسياسي للجهة الشرقية للمغرب الكبير. لا يزال النهج متعدد التخصصات المستخدم على نطاق واسع في التأريخ الأوروبي المعاصر نادراً جداً في مجال دراسات التاريخ المغربي. يهدف هذا المشروع إلى استكشاف مواقع معينة من الذاكرة التاريخية للإمبراطوريات وتوظيفاتها المعاصرة وعلى المدى الطويل في المنطقة الشاسعة للمغرب العربي والتي أعيد تنشيطها بقوة منذ العقد الأول من القرن الحادي والعشرين. إنها في الوقت نفسه مسألة تتعلق في الآن نفسه بمواقع الذاكرة القديمة والمعاصرة. لقد حوّل المستعمر الفرنسي انتباهه نحو الآثار الرومانية والقرطاجنية لتوضيح وتبرير ومقارنة تدخله السياسي بتدخل روما في العصور القديمة. بعد الاستقلال أُمّت البورقيبية هذا التراث الاستثنائي دون اللجوء إلى التراث الإسلامي. فتونس التي تحتوي على ثلاثين ألف موقع تاريخي مصنفة على أنها آثار تاريخية قد قامت ببناء مؤسسات فعّالة لدراسة التراث (لا سيما المعهد الوطني للتراث) لكنها بالمقابل تفتقر هيكلية إلى الإمكانيات المالية لتطويرها وصيانتها وإنجاز الأعمال والحفريات.

Depuis l'indépendance des pays du Maghreb, les anciennes puissances coloniales ont continué à s'intéresser aux affaires patrimoniales, au titre de leur expertise, de la tradition et de leurs moyens scientifiques et humains. Cela a donné lieu à une compétition entre experts nationaux, européens et de l'UNESCO. Si l'émancipation nationale de la recherche et de la sauvegarde patrimoniale a eu lieu, les moyens nationaux sont insuffisants.

¹ Programme de recherche de l'historien Pierre Vermeren, en délégation CNRS à l'IRMC, pour l'année 2020-2021. Dernier ouvrage paru en 2020, *Le Maroc en 100 questions, un royaume de paradoxes*, Paris, Tallandier.

Aussi, depuis la fin de la Guerre Froide, nous assistons au retour de menées post-impériales, notamment dans le domaine patrimonial. Les lieux et les enjeux de mémoire des empires (arabe, ottoman, coloniaux), dans leur triple dimension artistique, symbolique et politique, sont devenus, en trente ans, le lieu d'une compétition entre puissances. Tour à tour, la Turquie, les Monarchies du Golfe, les Occidentaux, et même la Chine et la Russie, interviennent dans les affaires des pays d'Afrique, d'Asie centrale ou du monde arabe ; leurs interventions et leurs investissements sont principalement géostratégiques, économiques, voire néo-impérialistes. Mais la culture est l'adjuvant précieux de ces interventions, présentées comme vertueuses, désintéressées et louables. Pourtant, ces intrusions réactivent des mémoires sélectives. En Tunisie et en Algérie, des pays étrangers agissent pour restaurer a/ des bâtiments publics ou palatiaux ; b/ des lieux de culte ou des villes saintes ; c/ des cimetières militaires ; d/ des chantiers archéologiques, des institutions muséales ou des villes disparues ; e/ des lieux de mémoire divers (noms de lieux, lieux de batailles, bâtiments désaffectés).

Ces lieux ou ces monuments, à la fois physiques et mémoriels, sont les témoins de la succession des empires établis en Tunisie et au Maghreb. Des historiens nationaux s'intéressent aux lieux de mémoires nationaux. 'Amir Ali Sghaïr a publié en 2018, au titre de l'Institut supérieur d'histoire de la Tunisie contemporaine, un ouvrage illustré et commenté en arabe, *Les Lieux de la mémoire nationale*, qui en recense 184.

Il s'agit, pour nous, d'établir une liste représentative de lieux de mémoire emblématiques, qui, du fait de leur caractère symbolique,

attirent des mécènes et des intervenants publics ou privés, nationaux ou internationaux. On analysera ces modes d'intervention : aide technique ou artistique, moyens financiers ou humains ; les finalités – religieuses, politiques, scientifiques – et leurs objectifs ; les partenaires et les compétitions qui les opposent ou les associent. Ces données permettront d'analyser la géopolitique des interventions patrimoniales de pays tiers sur le sol de nations étrangères. On a vu récemment la Turquie, l'Arabie Saoudite et le Qatar entrer en compétition pour la rénovation du patrimoine islamique le plus prestigieux de la Tunisie, que ce soit à Kairouan ou à Tunis, au sujet de la mosquée Zitouna, et de la mosquée Sidi Mahrez.

Pour le patrimoine religieux, des associations libres de sponsors publics (le Vatican, des sociétés algériennes, des collectivités locales françaises) et privés (entreprises françaises ou nationales) interviennent conjointement depuis une vingtaine

d'années en Algérie pour rénover des lieux de culte emblématiques. De telles opérations ont abouti à la rénovation de Notre-Dame d'Alger et de la basilique Saint-Augustin à Annaba. Récemment, la Turquie a rénové les mosquées ottomanes subsistantes en Algérie. En Tunisie, plusieurs pays étrangers investissent dans le domaine de la mémoire ou de la culture (cimetières militaires des alliés de la Seconde Guerre mondiale ; musées et sites antiques – la France a contribué à la rénovation du musée du Bardo – ; patrimoine de l'île de Djerba *etc.*). En décrivant ces acteurs et leurs interventions, leurs stratégies qui peuvent entrer en conflit – entre le Qatar et l'Arabie Saoudite pour la rénovation de Kairouan, par exemple –, on doit pouvoir dresser un état des lieux dynamique de ce *soft power* inédit, qui consiste à investir, à l'étranger, dans des lieux emblématiques pour raviver des allégeances, marquer son pouvoir et sa fidélité au passé.

L'empire ottoman a recouvert et occupé, de façon plus ou moins dense et tardive, le Centre et l'Est du

Photo 1 : Mosquée Zitouna, Tunis



© Fethi Belaïd, AFP.

Maghreb. Après avoir longtemps résisté à l'empire espagnol, dont il reste des traces architecturales sur tout le littoral maghrébin, il a peu à peu cédé la place aux empires coloniaux européens, français et italien. Cette succession d'empires a laissé place, depuis les années soixante, aux États

nations. Les lieux de la mémoire locale, régionale, nationale, quel que soit leur nature et leur objet, et les héritages impériaux, n'ont ni disparu ni été oubliés. Des lieux ont parfois été érigés en lieux de mémoire impériale (la Kasbah de Tunis ou d'Alger), ou de résistance à l'occupation impériale (Bizerte),

que celle-ci soit assumée, subie, revendiquée ou magnifiée.

Après une succession de séquences politiques très marquées, parfois douloureuses, depuis le milieu du XX^e siècle, les peuples du Maghreb sont soucieux de restaurer et d'établir leur stabilité politique et sociale. Ils sont, plus que jamais, à la recherche de sens et de cohérence dans leur histoire, comme dans l'action politique, par-delà les vicissitudes. La quête des racines historiques les oriente parfois vers l'époque ottomane longtemps délaissée, vers l'âge colonial que l'on a voulu occulter, ou que l'on célèbre notamment pour les épisodes de résistance (Emmanuel Alcaraz, *Les lieux de mémoire de la guerre d'indépendance algérienne*), ou pour la part d'ouverture qui a toujours façonné l'identité du Maghreb. Tout cela conduit à faire retour sur des histoires longtemps négligées, vers les traces d'empires qui jonchent l'espace historique et géographique du Maghreb. Par emboîtement, on pourra même évoquer des sites impériaux antérieurs (carthaginois, romains ou arabes), que les empires modernes se sont évertués à relever, à mettre en valeur et à embellir, afin de faire écho à leur propre gloire. On songe ici à Tipasa, Carthage ou à Leptis Magna en Libye. Ce travail de récupération, loin d'avoir été oublié et rejeté par les États nations indépendants, a été incorporé aux histoires nationales, comme le démontre le « culte » carthaginois en Tunisie ou encore, la succession, édifiante et symptomatique³, de palais nationaux sur le site de Carthage – siège de la présidence de la République tunisienne.

Il nous semble important de dévoiler et d'illustrer, par le biais d'un travail de terrain, par une

Photo 2 : Basilique Notre Dame d'Afrique, Alger



© fr.wikipedia.org.

Photo 3 : Leptis Magna, Libye



© Giovanni Boccardi, UNESCO.

³ BESCHAOUCHE Azedine, 1993, *La légende de Carthage*, Paris, La Découverte.

pérégrination dans l'intérieur du Maghreb, ces traces d'empire, ces lieux de mémoire et ces sanctuaires physiques dévolus à la mémoire historique des empires, à la commémoration présente des États et de leurs gouvernants, donc à ce « retour des empires », puisque des puissances étrangères offrent leurs services pour rénover ce patrimoine.

Les lieux emblématiques des mémoires impériales ou de résistances à ces empires couvrent le Maghreb. Ils fonctionnent en interaction symbolique ou politique avec le temps présent. En Algérie, songeons à Oran, qui a vécu des siècles de domination espagnole et ottomane, où l'on a récemment assisté à la rénovation de Santa Cruz en parallèle à celle de la mosquée ottomane. À Alger, comme beaucoup de palais ottomans, la mosquée Ketchaoua, l'ex-grande mosquée turque et l'ex-cathédrale Saint Philippe sont en cours de rénovation, comme le fut récemment Notre-Dame d'Afrique. En Tunisie, il faut s'intéresser au complexe palatial du Bardo à Tunis, lieu de compétition enrichissante entre les mémoires impériales, antique et nationale, où se côtoient, dans un savant enchevêtrement, des lieux politiques, muséaux et architecturaux. La mémoire des combats et des alliances de la Seconde Guerre mondiale doit aussi être interrogée, autour de lieux emblématiques, comme le cimetière militaire de Medjez el-Bab, les cimetières américain de Carthage, français de Gammarth et du Commonwealth à Sfax. En Libye, évoquons Es-Saray el Hamra à Tripoli, l'ancienne forteresse espagnole devenue palais ottoman, ou l'ex-cathédrale du Sacré Cœur de Jésus de Tripoli et sa place de la cathédrale devenue place d'Alger.

La période coloniale, qui bénéficie depuis vingt ans de la faveur des sciences historiques en France, fut, en dépit de son importance, une séquence brève dans la longue histoire des sociétés méditerranéennes. Un ouvrage coordonné par Odile Moreau⁴ permet de relativiser l'importance du moment colonial. Il y avait un avant et il y a un après. Mais si l'histoire coloniale ne peut pas être pensée comme une simple parenthèse sans suites ni conséquences, elle n'est pas le déterminant exclusif des évolutions contemporaines.

Ce projet se situe dans une perspective transnationale maghrébine, au prisme de pouvoirs politiques de longue durée qui fonctionnent en miroir avec leurs prédécesseurs et dont ils ont besoin pour se légitimer et durer. Il y a un continuum dans la succession d'empires au Maghreb, ne serait-ce qu'à partir de la présence ottomane, d'autant plus intéressante en Tunisie que celle-ci, même dans sa forme nationalisée, cohabite avec la présence française à partir de 1881, et qu'elle traverse l'histoire jusqu'en 1957. Empire ottoman

résiduel et empire français se sont, en quelque sorte, superposés en Tunisie. Puis, il y a un « après la séquence coloniale », que l'on se devra de considérer, car c'est sous la République, en Algérie, en Tunisie puis en Libye, que l'on choisit ou non de commémorer le passé, de lui faire une place dans la mémoire nationale. Partout, à l'aube des indépendances, histoires et mémoires se recomposent, et se réinventent par nécessité. Il ne s'agit pas de présenter le temps colonial comme un moment isolé, mais comme celui d'une histoire qui l'excède et le dépasse. C'est l'intérêt du temps long, et l'on voit que les acteurs les plus contemporains ne s'y trompent pas. Leurs interventions récentes et leurs investissements sont des moyens de réactiver et de faire vivre des mémoires patrimoniales auxquelles ils choisissent de s'associer, et d'être associés.

Ce travail sera restitué sous la forme d'un livre d'histoire qui illustre et commente les usages mémoriels, politiques et géopolitiques que font les acteurs patrimoniaux au Maghreb oriental, des mémoires impériales.

Photo 4 : Ex-cathédrale du Sacré Cœur de Jésus de Tripoli devenue place d'Alger



© wikimedia.org/wiki.

⁴ MOREAU Odile (dir.), 2010, *Réforme de l'Etat et réformismes au Maghreb (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, L'Harmattan.